Burundi : procès très suivi d'un défenseur des droits de l'Homme

@rib News, 04/07/2014 â€“ Source AFP Le procÃ¨s du prÃ©sident de la principale organisation de dÃ©fense des droits de l'homme du Burundi, Pierre-Claver Mbonimpa, qui risque cinq ans de prison pour "atteinte Ã la sÃ»retÃ© de l'Etat", s'est ouvert vendredi Ã Bujumbura. A son arrivÃ©e au tribunal, plus de 2.000 sympathisants qui chantaient et dansaient ont acclamÃ© M. Mbonimpa, prÃ©sident de l'Association pour la protection des personnes dÃ©tenues et des droits humains (Aprodeh), Ã©crouÃ© depuis mai dernier.

M. Mbonimpa, prix Henri Dunant en 2011 pour son engagement en faveur des droits de l'homme, dÃ©nonce depuis des annÃ©es des assassinats et massacres d'opposants burundais, comme l'exÃ©cution d'une trentaine de militants de l'ex-rÃ©bellion des Forces nationales de libÃ©ration (FNL) en 2007. Il est "poursuivi pour atteinte Ã la sÃ»retÃ© intÃ©rieure et extÃ©rieure du pays et pour faux et usage de faux", a dÃ©clarÃ© le procureur. Il risque une peine de cinq ans de prison. M. Mbonimpa est poursuivi pour des propos tenus en mai sur une radio privÃ©e. Il avait alors affirmÃ© que des membres de la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, les "Imbonerakure", recevaient une formation paramilitaire dans l'est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) voisine, au cours de laquelle des armes leur Ã©taient distribuÃ©es. Le procureur a dÃ©noncÃ© des "faits trÃ¨s graves". Sa dÃ©fense a rÃ©clamÃ© la mise en libertÃ© provisoire du dÃ©tenu, invoq son Ã¢ge - 65 ans - et ses problÃ¨mes de santÃ©. Les cris de ses partisans prÃ©sents Ã l'extÃ©rieur couvraient parfois les dÃ©bats dans la salle d'audience, oÃ¹ Ã©taient prÃ©sents une douzaine de diplomates (Etats-Unis, France, Belgique, Pays-Bas, ONU et Union europÃ©enne notamment). Le climat politique se crispe au Burundi Ã l'approche des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2015. Au pouvoir depuis 2005, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza est soupÃ§onnÃ© de vouloir briguer un troisiÃ¨me mandat, pourtant interdit par la Constitution. L'arrestation de M. Mbonimpa Ã©tait intervenue aprÃ¨s la publication, dans la presse locale, d'une note confidentielle de l'ONU faisant Ã©tat de la distribution d'armes par le gouvernement Ã de jeunes militants. Bujumbura a fermement dÃ©menti. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral adjoint de l'ONU aux droit de l'homme avait dÃ©noncÃ© en fin de semaine derniÃ¨re les atteintes aux libertÃ©s, le "harcÃ¨lement" de la sociÃ©tÃ© civile les violences politiques dans le pays, sorti en 2006 de treize ans de guerre civile.